

**Unité départementale de la Marne**  
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Parc technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TEREOS FRANCE**

Sucrerie de Connantre  
51230 CONNANTRE

**Références :** D1 i 2022-898  
**Code AIOT :** 0005701515

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Sucrerie 51230 CONNANTRE. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- Sucrerie 51230 CONNANTRE
- Code AIOT : 0005701515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TEREOS France à Connantre est spécialisé dans l'extraction du sucre de la betterave. Il s'agit d'une activité saisonnière qui a lieu en automne/hiver (de septembre à janvier). Les installations fonctionnent alors en continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvements d'eau
- Silos
- Divers

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
4	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement d'eau en nappe par forage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1	/	Sans objet
2	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.2	/	Sans objet
5	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.5	/	Sans objet
6	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.6 et 9.3.7	/	Sans objet
7	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.2	/	Sans objet
8	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.5	/	Sans objet
9	Réservoirs de stockage de substrats sucrés	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.8	/	Sans objet
10	Stockage de fioul lourd	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.9	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection s'est principalement focalisée sur la thématique silos de stockage de sucre. A l'issue de cette visite 2 constats font l'objet d'écarts réglementaires et doivent être corrigés sous un délai maîtrisé. Ces écarts concernent le suivi de capteurs de température sur les organes

mécaniques mobiles susceptibles de s'échauffer mais également sur le suivi du vieillissement des structures qui n'est pas assez abouti jusqu'à présent. L'inspection propose donc à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements maximaux autorisés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prélèvement maximal autorisé en 2022 : 175000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant a consommé 122 000 m <sup>3</sup> au jour de la visite. Il projette une consommation annuelle finale de 140 000 m <sup>3</sup> une fois la campagne betteravière achevée. Les sources de consommations d'eau sont aujourd'hui connues par l'exploitant et les actions à mettre en place identifiées pour pouvoir continuer à réduire ses prélèvements d'eau. La consommation résiduelle d'eau prélevée résultera du fait que la capacité de stockage d'eau à recycler est aujourd'hui insuffisante par rapport aux besoins de l'usine Afin d'atteindre ses objectifs de consommation au-delà de 2024 (< 50 000 m <sup>3</sup> prélevés), l'exploitant envisage plusieurs solutions.
<b>Observations :</b> L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection une note synthétique regroupant les différentes options envisagées au cours du premier trimestre 2023 afin d'étudier les faisabilités techniques et réglementaires pour encadrer les futures modifications.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation des effets d'une explosion éventuelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les élévateurs de la tour de manutention (E109, E115 et E210) ainsi que les élévateurs du circuit d'ensachage (E220, E528) sont équipés de dispositifs de suppression de l'explosion pour les volumes représentés par les têtes et les pieds des élévateurs avec découplage par bouchons chimiques pour les gaines de transfert de sucre et les gaines de dépoussiérage, et isolation chimique d'un éventuel transfert de flamme le long des jambes des élévateurs. Un auto-contrôle de l'ensemble de ces dispositifs permet d'alerter l'exploitant en cas d'indisponibilité d'une protection.
Tableau événements et découplage des unités
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de vérification des dispositifs de suppression de l'explosion pour les équipements E220 et E528 (daté du 21/06/22) a été transmis par courriel en date du 25/11/2022. Il n'appelle pas de remarque. Les dispositifs de suppression de l'explosion ont été remplacés par une technologie plus récente sur les équipements suivants : E210/109/115/110 et trémies A et B. Le rapport associé à la mise en service de ceux-ci a été transmis par courriel en date du 25/11/22. Il n'appelle pas de remarque.  La centrale permettant de gérer ces dispositifs est fonctionnelle et sans défaut le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils exposés aux poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.</p> <p>Les gaines d'élévateurs seront munies de regard ou de trappes de visite.</p> <p>Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés.</p> <p>En outre, l'exploitant établira une fiche d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.</p> <p>Les bandes transporteuses et les sangles sont de qualité antistatique et sont anti-propagatrices de la flamme.</p> <p>Les élévateurs sont munis de capteurs de bourrage haut et bas, de capteurs de déport de sangle, de contrôleurs de rotation, d'arrêts d'urgence, de sondes de température au niveau des paliers extérieurs, de moteurs adaptés à la classification des zones à risque d'explosion.</p> <p>Les transporteurs à bande sont munis de capteurs de déport de bandes, de contrôleurs de rotation, d'arrêts d'urgence et de moteurs adaptés à la classification des zones à risque d'explosion.</p> <p>Les transporteurs à chaîne sont munis de contrôleurs de rotation, d'arrêts d'urgence et de moteurs adaptés à la classification des zones à risque d'explosion.</p> <p>Les équipements suivants sont équipés des détections suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• passerelle de liaison atelier de séchage/tour de manutention : détection incendie (UV) au-dessus du tapis T100 avec asservissement à la manutention,</li> <li>• passerelle de liaison atelier d'ensachage/tour de manutention: détection incendie (UV) au-dessus du tapis T219 avec asservissement à la manutention,</li> <li>• galerie de liaison cave/tour de manutention : système de détection incendie.</li> </ul> <p>En outre les organes mécaniques mobiles susceptibles de s'échauffer sont équipés de capteurs de température. Ces capteurs font l'objet d'une procédure de contrôle et les vérifications périodiquement effectuées sont consignées dans un registre.</p> <p>Le fonctionnement des circuits de manutention est asservi au fonctionnement des systèmes d'aspiration des poussières.</p> <p>Les filtres des dépoussiéreurs sont antistatiques, ils font l'objet de mesures annuelles de débit, perte de charge, et de rejet en poussières.</p> <p>Les matériaux de constitution des godets sont non étincelants (polymères, fer doux).</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection une fiche d'entretien qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Cela est géré via la GMAO de l'exploitant (gestion de la maintenance assistée par ordinateur)</p> <p>Les élévateurs contrôlés par sondage, sont munis de capteurs de bourrage haut et bas, de capteurs de déport de sangle, de contrôleurs de rotation, d'arrêts d'urgence, de sondes de température au niveau des paliers extérieurs, de moteurs adaptés à la classification des zones à risque d'explosion.</p> <p>Un test de capteur de déport de bande au niveau du tapis T 219 a été réalisé et s'est avéré concluant.</p> <p>Les capteurs de température présents sur les organes mécaniques mobiles susceptibles de s'échauffer sont présents, font l'objet d'une procédure de contrôle mais ne sont pas vérifiés périodiquement. Le registre de suivi de ces capteurs n'est pas en place.</p> <p>L'exploitant indique le jour de la visite que cela concerne 59 capteurs. Il souhaite tester différentes méthode afin de fiabiliser la vérification de ces capteurs.</p>

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. Il disposera d'un délai de 5 mois pour se remettre en conformité et transmettre les justificatifs afférents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale avec production et envoi à l'Inspection de rapports mensuels intermédiaires sur l'avancement de la démarche
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 4 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des structures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas à proprement parler d'une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules. Il réalise un contrôle interne des parois des silos à hauteur d'homme lorsque ceux-ci sont nettoyés. Il a transmis à l'inspection une instruction interne concernant le « CURAGE – NETTOYAGE ET RECEPTION DES SILOS » ainsi qu'un formulaire « Autorisation de stockage de sucre » faisant mention de quelques points de contrôles visuels avec un objectif de sécurité alimentaire principalement.</p> <p>L'exploitant indique qu'il vient de s'équiper d'un drone et qu'une démarche groupe est en cours d'élaboration sur le suivi du vieillissement des structures des silos notamment. Une première inspection par drone a été réalisée au niveau des toits des silos et n'indique pas de défauts visibles selon l'exploitant. Des travaux ont également été réalisés sur les silos par le passé.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant transmettra dans un premier temps un plan d'actions incluant un échéancier pour renforcer les contrôles déjà réalisés à ce jour avec notamment une inspection visuelle (par drone par exemple) des parois extérieures de manière périodique, et des parois internes (de manière intégrale) à chaque curage. Ces éléments seront à inclure dans une procédure spécifique qui pourra être amenée à évoluer dans le temps au gré de la démarche groupe en cours d'élaboration. L'exploitant inclura à cette transmission, un historique des travaux déjà réalisés sur les silos. Il fournira également la preuve du premier contrôle visuel des parois externe des cellules.</p> <p>Le tout sera à transmettre à l'inspection sous un délai de 5 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale avec production et envoi à l'Inspection de rapports mensuels intermédiaires sur l'avancement de la démarche
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 5 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les</p>

<p>machines.</p> <p>La propreté des locaux (notamment les surfaces planes) et des appareils doit faire l'objet d'un plan de nettoyage, précisant les fréquences et les consignes de sécurité à respecter.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m2.</p> <p>Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.</p> <p>Les opérations de nettoyage font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Les installations visitées sont globalement propres. Des zones difficilement accessibles sont parfois recouvertes d'une fine couche de poussières. Une société composée de 7 personnes est en permanence sur le site pour réaliser les opérations de nettoyage.</p> <p>Le jour de la visite, un bourrage de sucre s'est produit au niveau du pied de l'élévateur du silo sud. La zone était donc intégralement recouverte d'une importante épaisseur de sucre.</p> <p>L'exploitant a réalisé le nettoyage de cette zone dès le lendemain de la visite et a transmis un reportage photo à l'inspection le 02/12/2022 par courriel.</p> <p>L'inspection a pu constater le retour à la conformité de la part de l'exploitant.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection rappelle que même les zones inaccessibles doivent faire l'objet d'un nettoyage périodique (chemins de câbles par exemple)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 6 : Silos

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.6 et 9.3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dépoussiérage et système d'aspiration</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les chutes de tapis et d'élévateurs sont aspirées.</p> <p>Le système se compose de plusieurs circuits distincts limitant les risques de propagation.</p> <p>Les installations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zones des silos sucre : deux unités de dépoussiérage pour la manutention et équipements de l'ensemble du circuit d'ensilage, des manutentions et équipements du désilage secteur silos, des circuits de conditionnement d'air Nord et Sud,</li> <li>▪ Zone ensilage ; un dépoussiéreur pour la manutention et équipement du désilage, de l'ensilage et du chargement vrac camions et un second dépoussiéreur pour le circuit vrac camions</li> <li>▪ chargement wagons : un dépoussiéreur pour la partie vrac wagons.</li> </ul> <p>Les unités de dépoussiérage disposent chacune d'un évent sur caisson et d'un pot de découplage.</p> <p>Les installations de dépoussiérage sont implantées dans des locaux indépendants des zones de stockage.</p> <p>Une mesure des rejets à l'atmosphère, au niveau des dépoussiéreurs, est réalisée chaque année pendant la campagne.</p> <p>Système aspiration :</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le</p>

personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de la visite la procédure interne relative à l'entretien des systèmes d'aspiration de poussière qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.</p> <p>Une mesure des rejets à l'atmosphère, au niveau des dépoussiéreurs, est réalisée chaque année pendant la campagne et les résultats sont transmis à l'inspection via le bilan annuel des émissions atmosphériques de l'exploitant. Pour l'année 2021, les résultats sont conformes à la valeur limite d'émission fixée (10 mg/Nm<sup>3</sup>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises</p>
<p><b>Constats :</b> Le dernier rapport en date des 6 et 7/09/22 a été transmis par l'exploitant en amont de la visite d'inspection. Il énumère 11 non conformité avec certaines qui sont récurrentes. L'exploitant a transmis en parallèle de ce rapport l'avancement de son plan d'actions. Au jour de la visite, 8 écarts ont été résorbés selon lui, 2 écarts sont planifiés et 1 écart nécessite une discussion avec le bureau d'étude. Ce dernier écart concerne les caractéristiques non propagatrices de flammes des câbles électriques installés.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection s'est engagé à résorber les écarts relevés d'ici la prochaine visite de contrôle. Entre temps il souhaite planifier une contre-visite avec le bureau d'étude puisque celui-ci aurait indiqué des écarts récurrents qui avaient fait l'objet d'un traitement de la part de l'exploitant. Il souhaite également échanger avec le bureau de contrôle sur l'écart lié aux caractéristiques techniques des câbles électriques. L'exploitant transmettra le rapport du bureau de contrôle à l'issue de ce second passage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le dernier rapport en date du 16/08/22 a été transmis par l'exploitant en amont de la visite d'inspection. Il fait l'objet d'une observation en zone administration. L'inspection n'a pas de remarque particulière à ce sujet.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Réservoirs de stockage de substrats sucrés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Sous un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté l'exploitant propose un programme conforme aux dispositions de l'article 9.8.4 ci-dessus pour l'ensemble des réservoirs de substrats sucrés existants sur le site. Le plan d'inspection présente le calendrier de contrôle initial retenu pour l'intégralité de réservoirs de substrats, qui ne peut excéder 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>La rétention des autres réservoirs définis à l'article 9.8.3 est assurée par la mise en rétention globale du site industriel. Pour ces réservoirs, l'exploitant réalise une analyse de leurs modes de rupture compte-tenu de leur mode de construction, des équipements associés, de l'éventuelle variabilité des produits qui y sont stockés, du plan d'inspection et de maintenance défini à l'article 9.8.4. Les résultats, accompagnés des éventuelles préconisations à mettre en place et du calendrier de réalisation associé, sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31/12/2021.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a fait un point d'avancement sur le suivi des installations de stockage de substrats sucrés ainsi que l'analyse des modes de ruptures transmis à l'inspection en décembre 2021. Certains bacs ont depuis été équipés d'évents suffisamment dimensionnés afin d'écarter le mode de rupture par effacement total.            L'exploitant a transmis à l'inspection la présentation réalisée le jour de la visite d'inspection à ce sujet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Stockage de fioul lourd

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des travaux de dépollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Suite à l'arrêt en 2016 du stockage de fioul lourd, l'exploitant a réalisé un diagnostic de pollution de sols au droit de l'ancien dépôt d'hydrocarbures et des installations annexes (installations de pompage notamment). Pour la fin de l'année 2021, l'exploitant transmet un échéancier des travaux de dépollution restant à réaliser.</p> <p><b>Constats :</b> Les travaux de dépollution sur l'ancienne zone fioul lourd ont été réalisés. L'exploitant est en attente du rapport final.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant s'engage à transmettre le rapport final suite à la dépollution de l'ancienne zone fioul lourd</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet